



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## CONFÉRENCE

**Trente-neuvième session**

**Rome, 6-13 juin 2015**

**Déclaration du Directeur général**

*Monsieur le Premier Ministre des Fidji,*

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs les Délégués,*

*Mesdames et Messieurs,*

Je suis particulièrement heureux de vous souhaiter la bienvenue à la FAO en tant que Directeur général *réélu* de l'Organisation.

En premier lieu, je souhaite saluer votre participation massive à la présente session de la Conférence et vous en remercier.

Près de 1 700 participants inscrits, 191 délégations de Membres: ces chiffres constituent un record. Pour la première fois, tous les États insulaires du Pacifique qui sont Membres de la FAO assistent à notre Conférence.

Quinze chefs d'État et de gouvernement seront aussi présents au cours de la semaine. La plupart d'entre eux ont d'ailleurs pris part à la cérémonie d'hommage organisée hier.

Aujourd'hui, nous aurons l'occasion d'écouter les discours du Premier Ministre des Fidji et de Mme Fernandez Kirchner, Présidente de l'Argentine, qui nous rejoindra plus tard. Samedi, M. Peña Nieto, Président du Mexique, nous rejoindra à son tour.

Vendredi, la Reine Letizia d'Espagne sera nommée Ambassadrice spéciale de la FAO pour la nutrition.

Ces chiffres sont exceptionnels pour une Conférence de la FAO. Tout comme les 177 votes en faveur de ma réélection.

Je vous remercie de la confiance que vous manifestez envers l'Organisation sous ma direction.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.*

*Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



mn984

La tâche que vous me confiez à la tête de la FAO, pour un second mandat, est très claire: persévérer dans la voie que nous avons commencé à tracer ensemble.

Je tiens à vous remercier de votre soutien et de votre confiance.

Je m'engage à faire encore plus et à faire de mon mieux pour vous aider à progresser vers l'avenir que nous voulons, un avenir où règne une sécurité alimentaire durable.

Dans cet esprit, je voudrais vous faire part de quelques-uns des éléments fondamentaux de ce que nous avons entrepris ensemble et de ce nous devons encore réaliser.

Le défi mondial que nous nous devons de relever demeure l'élimination de la faim et de la malnutrition. Bientôt, ce sera aussi l'un des objectifs de développement durable.

Il faut que la FAO soit en mesure d'apporter une contribution importante dans ce sens. Le processus de changement transformationnel que j'ai conduit à la FAO renforce nos capacités à cette fin.

Lors de la session de la Conférence tenue en 2013, nous avons fait de grands pas dans la bonne direction.

Nous avons relevé la barre de nos ambitions en ce qui concerne notre premier objectif mondial, qui ne consiste plus seulement à *réduire* la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, mais à les *éliminer*.

Nous avons aussi mieux ciblé notre action autour de cinq objectifs stratégiques.

Ces priorités nous permettent maintenant d'assurer la convergence entre les activités du Programme ordinaire et celles qui sont financées par des ressources extrabudgétaires. Elles déterminent aussi nos partenariats au sein du système des Nations Unies et en dehors, y compris avec des organisations régionales et des intervenants non étatiques.

*Le changement culturel que vous nous avez demandé dans les méthodes de travail de la FAO, c'est tout cela.*

Nous répondons aux besoins des pays et des régions par le renforcement de notre présence sur le terrain. Depuis 2012, le personnel du cadre organique en poste dans les bureaux décentralisés a augmenté de 16 pour cent, sans affaiblir nos capacités au Siège.

Les fonds alloués sur le terrain ont aussi augmenté, passant de 36 pour cent à 42 pour cent du budget total du programme ordinaire. *La décentralisation, c'est tout cela, mais il reste encore beaucoup à faire.*

Cette présence renforcée est adaptée aux besoins spécifiques de chaque région et a été mise en place sans pour autant affaiblir les capacités techniques que nous déployons au plan mondial. *Une organisation détentrice de savoir et fermement ancrée dans la réalité, c'est tout cela.*

Nous adoptons une gestion axée sur les résultats qui se révèle être positive. Dans l'ensemble, plus de 80 pour cent des indicateurs qui ont été définis dans le Programme de travail et budget actuel pour mesurer les progrès accomplis font foi que nous sommes en bonne voie.

Au cours de la semaine, six manifestations organisées en marge de la Conférence présenteront certains des résultats que nous avons obtenus jusqu'ici dans le cadre de nos initiatives régionales. Je vous invite à y assister pour voir de quelle manière la FAO travaille sur le terrain.

Permettez-moi aussi d'ajouter que la transformation de la FAO en une organisation adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle n'a pas été facile. Elle a eu lieu dans le cadre d'importantes restrictions financières.

Au cours des trois dernières années, nous avons réussi à dégager des économies d'un montant total de 108 millions de dollars des États-Unis, ce qui est sans précédent pour l'Organisation. Nous avons su transformer les difficultés en opportunités. La nécessité de travailler dans des conditions de financement de plus en plus sévères a été pour nous un facteur de plus grande efficacité.

Nous avons rationalisé des processus. Nous avons intégré nos activités administratives par le recours à des solutions technologiques comme le Système mondial de gestion des ressources (GRMS). Nous avons continué à diminuer les coûts de certaines initiatives en les menant conjointement avec les autres organisations sises à Rome. *Une organisation soucieuse d'optimiser ses ressources comme vous l'avez demandé, c'est tout cela.*

Mais vous me demandez d'en faire plus. Encore et toujours.

Cette situation n'est pas réservée à la FAO. Vous avez réalisé des coupes budgétaires dans vos pays et vous nous demandez d'en faire autant maintenant.

Mais il existe deux différences de taille.

Tout d'abord, comme vous le savez tous, la plupart des décisions relatives aux coûts de personnel, qui représentent 75 pour cent environ de notre budget, sont prises à New York, par l'Organisation des Nations Unies, et pas à Rome, à la FAO.

Ensuite, la FAO fait face à des difficultés financières depuis plus de vingt ans. Depuis l'exercice biennal 1994-1995, notre budget a diminué de plus 25 pour cent en termes réels. La réduction est de taille.

*Mesdames et Messieurs,*

Nous commençons à observer les premières retombées de la transformation stratégique que nous avons engagée pour vous aider à obtenir les résultats concrets que nous attendons tous.

Comme je l'ai dit auparavant, les manifestations parallèles qui auront lieu cette semaine permettront de donner un aperçu des résultats que nous avons déjà obtenus sur le terrain.

La présente Conférence, ainsi que le Programme de travail et budget que vous examinerez cette semaine, s'appuieront sur ces initiatives.

Le budget révisé que nous demandons pour exécuter le Programme de travail proposé s'élève à 1,036 milliard de dollars des États-Unis.

Il s'agit de l'enveloppe budgétaire qui a été approuvée à la dernière session du Conseil. Je suis convaincu que la Conférence approuvera cette recommandation.

Je tiens à souligner que c'est la première fois que nous commençons une Conférence avec un consensus quant au montant du budget.

Cet exploit historique fait foi de la force de notre Organisation et illustre comment nous avons su trouver un terrain d'entente qui nous permet d'aller de l'avant.

Le projet de PTB dont vous êtes saisis est le prolongement du processus d'établissement des priorités que nous avons engagé en 2012.

Il confirme l'accent qui avait été mis sur les cinq objectifs stratégiques et propose que la nutrition et le changement climatique bénéficient d'une plus grande attention.

L'amélioration des conditions nutritionnelles est l'une des raisons pour lesquelles la FAO a été créée il y a soixante-dix ans et cet objectif est au cœur de notre mandat.

L'an dernier, les participants à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, organisée conjointement par la FAO et l'OMS, ont appelé l'Organisation à jouer un rôle plus important dans l'amélioration de la nutrition en travaillant en étroite collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies et d'autres parties intéressées.

Nous répondons à cet appel. La question de la nutrition adéquate est complémentaire de la sécurité alimentaire; l'une comme l'autre sont nécessaires. On ne peut pas davantage dissocier les aspects quantitatif et qualitatif en matière d'alimentation.

D'ailleurs, il convient de noter que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est en baisse tandis que celui des personnes obèses est en hausse.

Il s'agit d'un problème qui concerne aussi bien les pays développés que les pays en développement et qui touche les familles pauvres comme les familles riches. Il sévit en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.

Le changement climatique est le deuxième domaine que nous vous invitons à étudier de plus près au cours du prochain exercice biennal.

Vous savez tous qu'il a une incidence directe sur la sécurité alimentaire et l'agriculture et qu'il touche tous les pays, en particulier les zones arides, où vit la majeure partie des populations pauvres et souffrant de la faim dans le monde.

Le changement climatique met en péril l'existence même de certains petits États insulaires en développement, ce que le délégué de Kiribati m'a rappelé hier.

Il est venu me voir après la remise des prix, m'a remercié pour la distinction et m'a dit qu'il espérait que le mur sur lequel le diplôme serait accroché tiendrait encore pendant de nombreuses années.

Comme vous le savez, l'altitude de Kiribati est de quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer, et celui-ci augmente rapidement.

Puisque nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale des océans, permettez-moi de vous rappeler que les espaces océaniques sont également vulnérables aux changements climatiques.

Et ce ne sont pas uniquement le niveau de la mer et les températures qui augmentent. En effet, les océans deviennent également plus acides car ils absorbent davantage de dioxyde de carbone et les écosystèmes marins se détériorent. Si rien n'est fait pour y remédier, les conséquences seront désastreuses.

C'est pourquoi nous avons lancé l'Initiative mondiale en faveur de la croissance bleue, qui propose d'intégrer les pêches et la gestion durable de l'environnement dans les zones côtières et les océans.

Nous n'avons pas le temps d'être pessimistes au sujet du changement climatique. L'heure est à l'action. Et la FAO assumera son rôle.

Notre principale préoccupation est d'aider les pays en développement, notamment les PEID, à s'adapter au changement climatique. Je tiens à ajouter que l'agriculture – au large, c'est-à-dire y compris les pêches, l'aquaculture et les forêts – peut contribuer à atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

En appliquant les bonnes politiques, nous pouvons améliorer la sécurité alimentaire, nous adapter aux effets du changement climatique et atténuer celui-ci.

Mais il faudra pour cela changer de paradigme et renoncer à l'approche dominante, qui consiste à faire un usage intensif d'intrants, et opter pour des systèmes alimentaires plus résilients et durables.

Or ce changement a un prix, un prix que les agriculteurs, les pêcheurs et les communautés autochtones pauvres, en particulier dans les pays en développement, ne peuvent pas payer seuls. Ils ont donc besoin de votre appui.

Nous avons déjà créé un fonds d'affectation spéciale pour aider les PEID, auquel je vous invite instamment à contribuer.

Nous avons également créé le Fonds d'affectation spéciale pour l'action en faveur de la nutrition. À l'heure où nous resserrons le budget du Programme ordinaire, il apparaît nécessaire d'augmenter les contributions volontaires pour intensifier nos efforts dans ces deux domaines.

Petites ou grandes, toutes vos contributions seront les bienvenues.

*Mesdames et Messieurs,*

Hier, nous avons rendu hommage aux 72 pays qui ont réalisé d'importants progrès contre la faim.

Ces pays ont chacun des expériences différentes mais ils ont néanmoins un certain nombre de points communs, notamment la volonté politique, une croissance économique inclusive, une agriculture familiale et une protection sociale.

La protection sociale est le thème de la présente Conférence.

Vous vous souvenez certainement de ce que nous a dit l'ancien Président du Brésil, M. Lula da Silva, lors de la Conférence McDougall qui a eu lieu samedi.

Aujourd'hui, environ 150 millions de personnes peuvent rester au-dessus du seuil de la pauvreté grâce aux programmes de protection sociale. Ces programmes sont indispensables pour s'attaquer à la principale cause de la faim aujourd'hui, qui est l'accès insuffisant à la nourriture.

Mais nous ne pouvons pas compter uniquement sur la protection sociale pour éliminer la faim ou l'extrême pauvreté. Elle doit en effet s'inscrire dans une action plus large qui couvre le soutien à la production, la santé, l'éducation et bien d'autres mesures.

Idéalement, nous devrions trouver des moyens pour rassembler et fédérer ces éléments afin de créer des cycles vertueux du développement local.

Comme le rappelait le Président Lula, les transferts monétaires aux femmes chefs de famille les rendent plus autonomes et leur permettent de gérer les revenus de manière plus responsable.

Les familles qui disposent d'espèces peuvent acheter de la nourriture localement et stimuler l'agriculture familiale. Et celle-ci peut fournir des repas scolaires sains aux enfants.

C'est exactement le type de situations qui bénéficient à tous, dans de nombreux domaines, que nous devons rechercher.

Je tiens également à souligner qu'il est urgent d'agir.

Nous pouvons – et nous devons – faire plus et mieux. Nous pouvons – et nous devons – accélérer et intensifier nos actions.

Et nous devons le faire maintenant parce que, malgré tous nos progrès, il reste près de 800 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. De même que l'adaptation au changement climatique ne peut pas attendre, les personnes qui souffrent de la faim ne peuvent pas attendre non plus!

La FAO est prête à accroître son soutien à tous les pays qui prennent l'engagement politique de redoubler d'efforts pour éliminer la faim et la malnutrition.

*Mesdames et Messieurs,*

L'année 2015 marque le soixante-dixième anniversaire de notre Organisation. Au cours de ces soixante-dix ans d'existence, nous avons beaucoup contribué à augmenter la production alimentaire. Aujourd'hui, notre contribution doit être d'éliminer la faim.

Vous avez déjà pris cet engagement ambitieux sous l'égide de la FAO. Rappelons que l'élimination de la faim et de la malnutrition est l'objectif de développement durable numéro deux qui sera adopté dans le courant de cette année.

Réaliser cet objectif est à notre portée si nous travaillons ensemble et traduisons notre engagement en action concrète.

Nous pouvons être la génération qui a éliminé la faim et la malnutrition. Ma priorité est donc la suivante: sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous.

Je vous remercie de votre confiance, de votre soutien et de votre attention.